

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 3 mars 2025

Date de convocation : 25 février 2025

Date d'affichage : 25 février 2025

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 18

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi trois mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – H. Bourdonnais – G. Kuntz – D. Boulaire – V. Rebours – M. Devrand – E. Allanic – F. Le Meur – I. Lévêque – S. Hamon – V. Gaudu – P. Carrière & A. Le Texler formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : V. Rosnarho donnant procuration à W. Macé, M. Chaplain donnant procuration à I. Crézé, B. Delanoë donnant procuration à H. Bourdonnais, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, A. Mercier donnant procuration à G. Kuntz, F. Deniaux donnant procuration à A. Guennou, R. Trivin donnant procuration à V. Gaudu, E. Guy-Claereboudt donnant procuration à P. Carrière.

Était absent : néant

Madame Morgane Colas est nommée secrétaire et Monsieur Philippe Carrière, secrétaire adjoint.

OBJET :

**SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION –
ADHÉSION AU SERVICE COMMUN CHARGÉ DE
L'INSTRUCTION ET DU CONTRÔLE DE LA
PUBLICITÉ EXTÉRIEURE**

Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Le Règlement Local de la Publicité intercommunal (RPLi) a été approuvé par délibération du conseil d'agglomération le 19 décembre 2024.

En cohérence avec la réglementation nationale définie par le code de l'environnement, le RLPi vise à instaurer une réglementation cohérente sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, respectueuse de l'environnement et de la qualité du cadre de vie, facteur de l'attractivité du territoire et, dans un esprit d'équilibre avec le droit pour chacun de pouvoir s'exprimer. Son règlement traduit les orientations générales, débattues en conseil d'agglomération le 10 mars 2022.

Ainsi, en matière de publicité et pré-enseignes, le RLPi définit 5 zones distinctes, visant à diminuer la densité des dispositifs publicitaires et réduire leurs formats.

En matière d'enseignes, le RLPi instaure 3 zones distinctes, avec des règles visant à mieux prendre en compte les caractéristiques architecturales des bâtiments.

La loi Climat et résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021 prévoit la décentralisation des pouvoirs de police de l'affichage (enseignes, pré-enseignes et publicités) à partir du 1er janvier 2024 et leur transfert aux Communes.

Aux termes du débat local encadré par les dispositions de l'article 17 de cette même loi, le Président de Saint-Brieuc Armor Agglomération a décidé de renoncer au transfert de la compétence et de créer par délibération le jeudi 19 décembre 2024, un service commun chargé de l'instruction et du contrôle de la publicité extérieure, pour le compte de ses communes adhérentes. Ce service est rattaché à la Direction du Développement économique et de l'Emploi de la Communauté d'Agglomération.

La convention annexée au présent rapport vise à définir les modalités de travail entre ce service commun « Instruction et contrôle de la publicité extérieure » et les Communes qui y adhèrent.

Le service prend en charge la procédure d'instruction des demandes et déclarations préalables suivantes, à compter de l'enregistrement de la demande par la Commune :

- Les demandes d'autorisation concernant les enseignes, les enseignes temporaires lorsqu'elles sont installées sur un immeuble ou dans un lieu mentionné à l'article L. 581-4 du Code de l'environnement ou lorsqu'elles sont scellées au sol ou installées sur le sol dans un lieu mentionné à l'article L. 581-8 ;
- Les emplacements de bâches comportant de la publicité (cela ne concerne pas le remplacement ou la modification des bâches existantes qui sont soumis à simple déclaration) ;
- L'installation de dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires ;
- Les demandes d'autorisation concernant l'installation de dispositifs de publicité lumineuse autres que ceux qui supportent des affiches éclairées par projection ou par transparence, qu'ils soient installés ou non sur du mobilier urbain ;
- Les déclarations relatives à l'installation, la modification ou le remplacement des dispositifs ou supports de la publicité des pré-enseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,50 mètre en largeur des bâches publicitaires (remplacement ou modification).

Conformément aux articles L. 581-14-2 et L. 581-21 du Code de l'Environnement, le Maire de la commune reste compétent en matière de police de l'affichage extérieur, et ce même si le règlement local de publicité est établi au niveau intercommunal.

Les autorisations sont délivrées en son nom et il est seul compétent pour l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre des mesures de police à l'encontre des dispositifs en infraction.

Le service commun apporte un appui aux Communes pour le contrôle de l'application de la réglementation et la mise en œuvre des procédures à l'encontre des dispositifs en infraction.

Le service commun vérifie l'exécution des décisions sur le terrain et identifie les dispositifs non conformes au règlement en vigueur. Il informe la Commune et les administrés concernés par une mise en conformité, et constitue l'interlocuteur technique principal des administrés concernés.

Dans le souci de favoriser une réponse rapide au pétitionnaire, les transmissions et échanges par voie électronique seront privilégiés entre la Commune, le service commun et les personnes publiques, service ou commissions consultés dans le cadre de l'instruction.

Le financement du service commun est assuré par les Communes membres.

Le coût estimé du service pour l'année 2025 s'élève à 28 200 €, correspondant à 0,6 ETP de catégorie B, premier échelon. L'agent chargé de cette mission est recruté selon les conditions de Saint-Brieuc Armor Agglomération.

La Communauté d'Agglomération, en concertation avec les Communes, pourra faire évoluer la composition du service en fonction de l'activité réellement constatée et de son évolution.

La contribution annuelle des Communes au service commun est calculée selon deux clés de répartition :

- Nombre d'établissements concernés : commerces de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (données INSEE, 2021), qui sera calculée sur la base de 50% des coûts réels constatés ;
- Nombre de panneaux de publicité fixes à mettre en conformité avec le Règlement National de Publicité (RNP) et le RLPi (recensement 2023, mis à jour en 2024), calculée sur la base de 50 % des coûts réels constatés.

Chaque Commune sera informée annuellement du montant de sa contribution.

Les clés et les données permettant d'établir les clés de répartition seront fixes les deux premières années de fonctionnement du service, afin de stabiliser le niveau de contribution des Communes, sous réserve de l'évolution de la masse salariale et de l'évolution des adhésions au service commun.

À partir de la troisième année, la répartition sera réévaluée pour tenir compte de l'évolution des missions de contrôle et de la mise en conformité attendue des dispositifs publicitaires.


Tableau estimatif des coûts par commune, basé sur les adhésions envisagées au 14 décembre 2024 :

Annexe 2 – Tableau récapitulatif des coûts par commune (estimation sur la base d'un coût de 28 200€, qui devra être mis à jour après recrutement de l'agent)

Commune	INSTRUCTION		CONTROLE		TOTAL
	part nb de commerces	Répartition 14 100K€	Part des panneaux non conformes	Répartition 14 100 K€	Répartition de la charge totale
LANGUEUX	24,5 %	3 460,1	45,4 %	6399,2	9859
HILLION	12,9 %	1 816,6	8,5 %	1193,1	3010
SAINT-BRANDAN	5,1 %	713,7	13,1 %	1843,8	2557
YFFINIAC	16,9 %	2 378,8	3,8 %	542,3	2921
SAINT-QUAY-PORTRIEUX	13,8 %	1 946,3	5,4 %	759,2	2706
QUINTIN	5,7 %	800,2	4,6 %	650,8	1451
PLOURHAN	3,7 %	519,0	4,6 %	650,8	1170
LE FœIL	1,5 %	216,3	4,6 %	650,8	867
TREMUSON	6,3 %	886,7	0,8 %	108,5	995
SAINT-CARREUC	2,3 %	324,4	3,1 %	433,8	758
SAINT-DONAN	1,7 %	237,9	3,1 %	433,8	672
SAINT-JULIEN	2,3 %	324,4	1,5 %	216,9	541
PLAINE-HAUTE	1,5 %	216,3	0,8 %	108,5	325
LA MEAUGON	1,5 %	216,3	0,8 %	108,5	325
LE LESLAY	0,3 %	43,3	0,0 %	0,0	43
TOTAL	100,00 %	14100	100,00 %	14100,0	28200,0

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER la convention du service commun de Saint-Brieuc Armor Agglomération "Chargé de l'instruction et du contrôle de la publicité extérieure" annexée à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention constitutive du service commun "Chargé de l'instruction et du contrôle de la publicité extérieure" ;
- De DIRE que le montant de la contribution communale au service commun, déterminé en fonction du nombre d'établissements concernés et du nombre de panneaux de publicité fixes à mettre en conformité, sera inscrit au budget et mis à jour annuellement ;
- D'AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes dispositions pour assurer l'exécution de la présente délibération.

 **Annie GUENNOU,**
Maire.